

Synthèse régionale

La reprise se fait attendre

Catherine Fischer, Insee Champagne-Ardenne

En 2014, la croissance économique de la France est faible (+0,2 % après +0,7 % en 2013 et +0,2 % en 2012). Bénéficiant de la baisse du prix du pétrole et de l'euro, le climat des affaires, dont font état les entreprises, s'améliore à partir d'octobre mais demeure attentiste. Le pouvoir d'achat des ménages rebondit et la consommation accélère légèrement ; l'investissement des entreprises se redresse alors que l'investissement des ménages se replie pour la 3^e année consécutive. En raison du faible rythme de croissance de l'activité, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles baisse de 0,5 % en glissement annuel.

Ce contexte pèse sur la situation économique de la région et en 2014, la reprise se fait attendre. Au 1^{er} semestre, différents indicateurs sont mieux orientés : le climat des affaires dans l'industrie et les services s'améliore, l'intérim continue de progresser, la baisse de l'emploi est modérée, le chômage des jeunes est stable. Mais au 3^e trimestre, la situation se détériore fortement : dans les différents secteurs d'activité, le climat conjoncturel se dégrade et l'emploi salarié aussi. Des signes d'amélioration sont toutefois perceptibles en fin d'année et la baisse de l'emploi s'atténue.

La baisse de l'emploi se poursuit

L'emploi salarié marchand diminue de 4 650 postes en Champagne-Ardenne en 2014, soit un recul de 1,7 % en glissement annuel (après -1,6 % en 2013). C'est la baisse la plus élevée des régions métropolitaines après celle enregistrée en Franche-Comté (-1,9 %).

L'emploi recule sensiblement au 3^e trimestre, puis plus modérément au dernier trimestre. Trois quarts des suppressions d'emploi le sont au second semestre. En 2014, tous les grands secteurs sont en recul, y compris le tertiaire marchand (1 730 postes perdus). Alors que le dynamisme de l'intérim soutenait depuis mi-2012 ce secteur, le nombre d'intérimaires diminue de 1,0 %. Son évolution est marquée par un net repli au 3^e trimestre, après un premier semestre bien orienté et une nouvelle hausse en fin d'année.

L'emploi diminue aussi de manière importante dans le commerce et les transports. Ces activités du tertiaire, très implantées dans la région subissent des

restructurations à l'échelle nationale. L'industrie perd 1 710 emplois (-2,1 % après -3,8 % en 2013). Presque tous les domaines industriels sont concernés, particulièrement ceux liés à l'automobile et la construction. La baisse de l'emploi dans la construction, observée depuis mi-2008 s'amplifie encore. Pour la 5^e année, les mises en chantier de logements diminuent. Le repli est net en 2014 (-20 %) ; la construction de locaux non résidentiels baisse également, le marché de l'immobilier est en panne (-47 % de ventes de logements neufs) et les permis de construire de logements reculent de 22 %, n'ouvrant pas de perspectives favorables.

Taux de chômage, un niveau record

La détérioration du marché du travail reprend après une année 2013 en légère amélioration. Le taux de chômage de la Champagne-Ardenne s'établit à 11,0 % de la population active au 4^e trimestre 2014, en progression de 0,7 point sur un an (+0,4 point au niveau national). Il est le 5^e le plus élevé avec celui de la Haute-Normandie. Le taux de chômage national au sens du BIT est de 10,0 %.

Fin 2014, en Champagne Ardenne, 114 800 personnes sont inscrites à Pôle emploi. La demande d'emploi augmente de 5,2 % en un an, hausse équivalente à celle de 2013, mais moins marquée qu'en France métropolitaine. Les seniors et les chômeurs de longue durée sont encore les publics les plus touchés par cette progression. En revanche, les jeunes, qui pour certains bénéficient de contrats d'avenir, sont les plus épargnés : 2 480 contrats ont été signés dans le cadre de ce dispositif qui monte en puissance en 2014.

La création d'entreprises en baisse

La dynamique entrepreneuriale marque le pas : après une légère hausse en 2013, les créations d'entreprises baissent (-2,1 %). Le recul des enregistrements d'auto-entreprises se poursuit, mais encore plus de la moitié des créations de la région relèvent de ce régime. Les défaillances d'entreprises diminuent légèrement (-0,8 %), comme au niveau national, après une forte hausse en 2013, mais demeurent, pour la région, à un niveau jamais atteint.

L'activité du transport de marchandises se contracte moins qu'en 2013. Prestataire de

services surtout pour l'industrie, la construction, le commerce, ce secteur est marqué, cette année encore, par les baisses d'activités et de productions. Le transport aérien de personnes est en repli pour la première fois depuis 2008.

Des productions agricoles en hausse, mais des prix en baisse

En 2014, les rendements des principales grandes cultures céréalières de la région sont très élevés : la production de céréales progresse en volume (+6,7 %) ; dans le même temps, les prix sont en forte baisse. Pour le blé, une moindre qualité due à des conditions climatiques particulières pèse sur les cours. Les productions d'orge progressent nettement poussées par la hausse des rendements et des surfaces cultivées. La baisse des prix limite les résultats et la situation des exploitations agricoles se détériore.

Les éleveurs et les producteurs de lait bénéficient de conditions plus favorables, la production et le prix du lait étant mieux orientés et les charges alimentaires en diminution. En revanche, la production de viande bovine recule et son prix baisse.

La vendange 2014 est de qualité et malgré une production de raisins en appellation Champagne en recul (-3,4 %), le plafond de rendement est atteint dans la majorité des secteurs. Les expéditions de bouteilles dépassent les 307 millions et augmentent de 0,7 % grâce aux ventes à l'étranger (+5,3 %).

Les exportations toujours dynamiques

Le champagne est le premier poste des exportations de la région, devant les produits pharmaceutiques, les équipements automobiles et les produits de la culture et de l'élevage. Les exportations continuent de croître (+5,4 %) et atteignent 11,3 Md€ soit son niveau le plus haut. L'excédent de la balance commerciale de la région s'améliore, avec un taux de couverture de 139 %.

Dans une dynamique favorable depuis plusieurs années, l'activité hôtelière continue de progresser en 2014 : elle réalise pour la première fois plus de 3 millions de nuitées. Amorcé en 2013, le retour de la clientèle étrangère, se confirme. ■

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

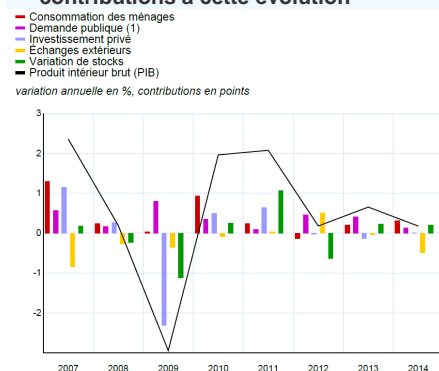
Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux *stimuli* extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après +0,7 % en 2013.

1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



(1) : y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	en milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
- dépense des ménages	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
- dépense individualisable des administrations	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- entreprises non financières	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
- ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
- administrations publiques	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (-5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013),

en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-0,7 % après +0,5 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

Avertissement

Dans le cadre national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadre national et le reste du Bilan économique régional.